

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2015-014

DÉCISION N° : 2015-014-011

DATE : Le 11 août 2017

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

DAVID TRAN

et

JACQUES PAQUIN

et

LOGICIELS HFT QUANTS INC.

Parties intimées

et

CAISSE DESJARDINS DE LÉVIS

Partie mise en cause

ORDONNANCE DE PROLONGATION DE BLOCAGE

[art. 93, *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (RLRQ, c. A-33.2) et art. 249 et 250 *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1)]

HISTORIQUE DU DOSSIER

[1] Le 28 mai 2015¹, suivant une demande d'audience *ex parte* de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), le Tribunal a prononcé les ordonnances suivantes :

- une ordonnance de blocage à l'encontre des intimés David Tran, Jacques Paquin et Logiciels HFT Quants inc., de même qu'à l'égard de la mise en cause Caisse Desjardins de Lévis;
- une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs à l'encontre des intimés David Tran, Jacques Paquin et Logiciels HFT Quants inc.; et
- une ordonnance à l'encontre des intimés David Tran, Jacques Paquin et Logiciels HFT Quants inc. visant le retrait de toute publication ou sollicitation de même nature que celle effectuée sur le site Internet www.kijiji.ca , ou autrement qu'ils auraient publié ou diffusé, directement ou indirectement, par Internet ou autre.

[2] Le 16 février 2016², le Tribunal a accordé une demande de levée partielle de l'intimé Jacques Paquin pour lui permettre de retirer des sommes de ses comptes REER et de ses comptes de courtage.

[3] Les ordonnances de blocage au présent dossier ont été renouvelées aux dates suivantes :

- le 21 septembre 2015³;
- le 13 janvier 2016⁴;
- le 13 mai 2016⁵;
- le 8 septembre 2016⁶;
- le 16 décembre 2016⁷; et
- le 1^{er} mai 2017⁸.

¹ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, 2015 QCBDR 75.

² *Autorité des marchés financiers c. Paquin*, 2016 QCBDR 18.

³ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, 2015 QCBDR 130.

⁴ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, 2016 QCBDR 5.

⁵ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, 2016 QCBDR 57.

⁶ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, 2016 QCTMF 13.

⁷ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, 2016 QCTMF 51.

⁸ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, 2017 QCTMF 40.

[4] Le 16 décembre 2017, l'Autorité a indiqué ne plus requérir le renouvellement de l'ordonnance de blocage à l'encontre de l'intimé Jacques Paquin, sauf pour le compte conjoint détenu avec David Tran.

[5] Le 16 décembre 2017⁹, le Tribunal a levé partiellement l'ordonnance d'interdiction d'opération sur valeurs à l'égard de Jacques Paquin, afin que ce dernier puisse effectuer des opérations sur valeurs pour son propre compte, à la condition que les transactions soient exécutées par l'entremise d'un courtier dûment inscrit auprès de l'Autorité et que les sommes utilisées ne proviennent pas d'opérations sur valeurs accomplies en contravention à la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[6] Le 13 juillet 2017, l'Autorité a déposé au Tribunal une demande de prolongation des ordonnances de blocage accompagnée d'un avis de présentation *pro forma* à la chambre de pratique du Tribunal du 10 août 2017.

AUDIENCE

[7] L'audience du 10 août 2017 s'est tenue au siège du Tribunal en présence de la procureure de l'Autorité. Bien qu'ayant reçu signification de la demande de prolongation de l'Autorité et de son avis de présentation, les intimés et la mise en cause n'étaient ni présents, ni représentés.

[8] Dans ce contexte, la procureure de l'Autorité a demandé au Tribunal la permission de présenter au mérite sa demande, ce qui lui fut accordé.

[9] La procureure de l'Autorité a informé le Tribunal que l'intimé Jacques Paquin a déposé un plaidoyer de culpabilité à l'égard des accusations de nature pénales qui furent déposées contre lui devant la Cour du Québec.

[10] Elle a aussi informé le Tribunal que le procès pénal des intimés David Tran et Logiciels HFT Quants inc. doit se dérouler, par défaut, les 19 et 20 octobre 2017 car ceux-ci demeurent toujours introuvables. À cet égard, elle a déposé une copie du plumeitif relatif aux poursuites pénales engagées contre les intimés David Tran et Logiciels HFT Quants inc.

[11] La procureure de l'Autorité a affirmé que l'enquête se poursuit et que les motifs initiaux, ayant justifié le prononcé par le Tribunal d'ordonnances de blocage dans le présent dossier, subsistent.

[12] La procureure de l'Autorité a conclu ses représentations en demandant au Tribunal de prolonger, dans l'intérêt public, les ordonnances de blocage en vigueur dans le présent dossier, et ce, pour une période de 120 jours.

⁹ *Ibid.*

ANALYSE

[13] L'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁰ prévoit que l'Autorité peut demander au Tribunal d'ordonner à une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession¹¹.

[14] De même, le Tribunal peut rendre une ordonnance à l'encontre d'une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête, afin qu'elle ne puisse pas retirer de fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle¹². Enfin, le Tribunal peut ordonner à toute personne de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens dont elle a le dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle¹³.

[15] Le 2^e alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières* prévoit que le Tribunal peut prolonger une ordonnance de blocage si les personnes intéressées ne manifestent pas leur intention de se faire entendre ou si elles n'arrivent pas à établir que les motifs de l'ordonnance de blocage initiale ont cessé d'exister.

[16] Dans le cadre d'une demande de prolongation d'ordonnances de blocage, le fardeau d'établir que les motifs initiaux ont cessé d'exister repose sur les intimés et le Tribunal doit également considérer si l'enquête de l'Autorité se poursuit.

[17] En l'espèce, les intimés n'étaient ni présents, ni représentés lors de l'audience. Par conséquent, aucun des intimés dans la présente affaire n'a tenté d'établir devant le Tribunal que les motifs ayant justifié l'émission d'ordonnances de blocage dans la présente affaire avaient cessé d'exister.

[18] Pour sa part, la procureure de l'Autorité a affirmé que ces motifs initiaux sont toujours existants et que l'enquête se poursuit.

[19] Par conséquent, le Tribunal est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de prolonger - à titre de mesures conservatoires - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier, et ce, pour une période additionnelle de 120 jours.

DISPOSITIF

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹⁴ et des articles 249 et 250 de

¹⁰ RLRQ, c. V-1.1.

¹¹ *Id.*, art. 249, par. 1.

¹² *Id.*, art. 249, par. 2.

¹³ *Id.*, art. 249, par. 3.

¹⁴ RLRQ, c. A-33.2.

la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁵ :

ACCUEILLE la demande de prolongation de blocage présentée par l'Autorité des marchés financiers;

PROLONGE les ordonnances de blocage prononcées initialement le 28 mai 2015¹⁶, telles que formulées ci-après, au présent dossier pour une période de 120 jours commençant le **7 septembre 2017** et se terminant le **4 janvier 2018** de la manière suivante, et ce, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme :

- **ORDONNE** aux intimés David Tran et Logiciels HFT Quants inc. de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, titres ou autres biens qu'ils ont en leur possession ou qui leur ont été confiés et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour eux, à quelque endroit que ce soit;
- **ORDONNE** à la mise en cause, Caisse Desjardins de Lévis, succursale située au 995, boulevard Alphonse-Desjardins, Lévis (Québec) G6V 0M5 de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle pour les intimés David Tran ou Logiciels HFT Quants inc. et aussi à l'égard de l'intimé Jacques Paquin concernant le compte conjoint portant le numéro 815-20083-193964-EOP;
- **ORDONNE** à toute personne qui recevra signification de la présente décision de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens appartenant aux intimés David Tran et Logiciels HFT Quants inc. qu'elle a en sa possession, qui lui ont été confiés, qu'elle a en dépôt ou dont elle a, directement ou indirectement, la garde ou le contrôle, y compris dans tout coffre de sûreté.



M^{re} Jean-Pierre Cristel
Vice-président et juge administratif

¹⁵ Précitée, note 10.

¹⁶ *Autorité des marchés financiers c. Tran*, précitée, note 1.

M^e Mathilde Noël-Béliveau
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : 10 août 2017